



Belgeo
Revue belge de géographie

1-2 | 2012
Inaugural issue

Éditorial : *Belgeo* et les quatre crises de la géographie

Christian Vandermotten et Christian Kesteloot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/6275>

DOI : [10.4000/belgeo.6275](https://doi.org/10.4000/belgeo.6275)

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Christian Vandermotten et Christian Kesteloot, « Éditorial : *Belgeo* et les quatre crises de la géographie », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/6275> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.6275>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Éditorial : *Belgeo* et les quatre crises de la géographie

Christian Vandermotten et Christian Kesteloot

- ¹ *Belgeo* passe avec cette première livraison de 2012 d'une publication payante sur papier à une publication gratuite en ligne¹. En même temps, la revue cesse d'être la publication conjointe de la *Société Royale belge de Géographie* et de la *Société belge d'Etudes géographiques*, pour devenir celle du *Comité national de Géographie*², en association avec la *Société Royale belge de Géographie*. A cette occasion, le Comité éditorial a été partiellement renouvelé et surtout renforcé : il compte maintenant 15 membres, issus de toutes les Universités belges dispensant des enseignements en géographie et de l'Université d'Anvers. Il est complété par un Comité éditorial d'avis, avec 12 géographes ou scientifiques de disciplines voisines belges supplémentaires et 27 membres étrangers³, sans compter le large et systématique recours aux référents occasionnels. Il est bien entendu que *Belgeo* entend poursuivre sa procédure d'évaluation des articles en double aveugle, ainsi que son ouverture à l'anglais et au français, ainsi qu'au néerlandais, voire à l'allemand.
- ² Cette mutation de la revue vise bien évidemment le renforcement de sa visibilité et de son lectorat, en tant que journal scientifique de l'ensemble de la communauté des géographes belges. Cette évolution s'inscrit dans le contexte de quatre crises ou problématiques emboîtées, mais qui représentent autant d'enjeux et d'occasions de rebond, et que nous voudrions évoquer brièvement ici, du plus particulier au plus général, et du plus spécifique à la situation belge au plus global (C. Vandermotten, 2012).

La crise des sociétés de géographie traditionnelles

- ³ En cédant la place à une géographie de plus en plus "scientifique", la géographie traditionnelle, qu'elle soit physique, humaine ou régionale, a perdu le rôle idéologique et l'usage pratique qu'elle avait pour les élites sociales au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle. Plus précisément, cette géographie a été largement utilisée par les grandes

puissances pour justifier un discours nationaliste et impérialiste et les méthodes et savoir-faire de cette époque ont permis d'inventorier les ressources dans les colonies acquises et potentielles.

- 4 Après la Seconde Guerre mondiale, cette géographie a largement été abandonnée au profit d'une géographie théorique et quantitative et ce changement a souvent été décrit comme l'abandon d'une démarche descriptive pour l'adoption d'une explication scientifique de l'organisation spatiale de la nature et de la société fondée sur des lois et des théories. Cependant, une analyse plus précise des chefs-d'œuvre de la géographie classique révèle un cadre théorique relativement sophistiqué, permettant de comprendre les interactions espace-sociétés dans les termes d'un déterminisme physique plus ou moins nuancé, si pas d'une dialectique entre ces éléments produisant elle-même de fortes contraintes. Il n'est donc pas étonnant que l'apparition de sociétés de géographie en Europe au XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle visait à encourager une recherche géographique qui mariait de façon intime la construction des nations et l'exploration de nouveaux territoires avec l'aventure scientifique. En Belgique, la *Société de Géographie d'Anvers* et la *Société Belge de Géographie* ont été fondées en 1876 à la suite du premier congrès international de géographie qui eut lieu à Anvers en 1871 et du congrès de Bruxelles de 1876, qui lui était entièrement consacré à l'Afrique. Chacune de ces sociétés publiait sa propre revue (De Brabander, 1993 ; Nicolaï, 2004).
- 5 Les approches subséquentes de la géographie ont pu se réclamer d'une approche plus scientifique en réduisant la géographie classique à la description et l'inventaire. Mais cela ne signifie pas que l'utilisation des géographes et des techniques géographiques soit moins répandue que jadis dans la sphère économique et dans celle de la régulation socio-politique, bien au contraire : pensons aux géographes aménageurs, à ceux qui travaillent dans les systèmes d'information géographique, dans les domaines du tourisme, de l'environnement, de l'immobilier, etc. qui répliquent les fonctions appliquées de la géographie du XIX^{ème} siècle dans le monde actuel. Mais ces usages des géographes et de la géographie sont peu médiatisés, alors que ce sont des journalistes qui ont repris à leur compte la littérature "non scientifique" de découverte du monde et de tourisme, qui continue à passionner un large public, comme en témoigne le succès des émissions et jeux télévisés consacrés à l'infinie diversité du monde ou, depuis très longtemps, celui du *National Geographic Magazine* et de ses déclinaisons nationales.
- 6 Beaucoup de sociétés de géographie se sont transformées en sociétés plus académiques autour de la Seconde Guerre mondiale. Dans d'autres cas, de nouvelles sociétés ont été créées pour offrir une plateforme de rencontres et d'échanges au nombre croissant de géographes universitaires. Ainsi, la *Société Belge d'Etudes Géographiques* vit le jour en 1931 en tant qu'association interuniversitaire des géographes académiques, et ce à la suite de l'établissement légal de formations universitaires en géographie en 1929. Le *Bulletin* édité par cette Société se démarquait à l'époque par rapport aux publications des deux sociétés antérieures, qui s'adressaient aux intellectuels, marchands, investisseurs et militaires. Par ailleurs, la *Société Belge de Géographie*, devenue entre-temps *Royale*, fut transférée à l'Université Libre de Bruxelles et sa revue se concentra de plus en plus sur les résultats de la recherche académique.
- 7 La crise des sociétés de géographie ne fut pas seulement provoquée par le détournement du grand public vers d'autres sources d'information géographique, mais aussi par une forte croissance de la spécialisation (qui génère des débats sur l'unité de la géographie), de l'internationalisation et de la compétition dans la communauté

scientifique dès la fin des années 1980. Malgré une série d'initiatives, telles que la fusion du *Bulletin de la Société belge d'Etudes Géographiques* et de la *Revue Belge de Géographie* donnant lieu à la naissance de *Belgeo* et l'organisation des Journées Belges de Géographie tous les deux ans à partir de 2004, les effectifs des sociétés ont fortement diminué. Beaucoup de sociétés ont fait face à des pressions similaires. Mais les plus petites, comme les sociétés belges, n'ont pas réussi à se maintenir comme plateformes prestigieuses de rencontres et d'échanges pour chacune de leurs sous-communautés de géographes spécialisés. Ainsi la *Société d'Anvers* est inactive depuis plusieurs années, la *Société Royale Belge* parvient à maintenir des publications (adressées pour la plupart au grand public) et des rencontres avec grandes difficultés et la *Société belge d'Etudes Géographiques* a dû cesser ces activités par faute de membres actifs. Cette dernière se chargeait d'organiser les Journées Belges de Géographie, qui connaissaient un franc succès, et la tâche a été reprise par le *Comité National de Géographie*. De la sorte, la communauté belge, des géographes n'a pu atteindre la taille minimale pour se réorganiser en association suffisamment puissante et prestigieuse comme les française, italienne ou espagnole, sans parler de la *Deutsche Gesellschaft für Geographie*, qui couvre à la fois les géographes académiques et professionnels et de nombreuses sociétés locales de géographie. Les communautés les plus larges et particulièrement l'*Association of American Geographers* et l'*Institute of British Geographers* ont pu maintenir leur rôle et développer une reconnaissance internationale entre autres par l'organisation de congrès annuels internationaux fort influents⁴.

- 8 Ajoutons à ce tableau un affaiblissement relatif de la géographie dans l'enseignement secondaire, qui tient à la fois à la perte de l'intérêt idéologique que la société accordait jadis à l'enseignement de cette discipline et à la spécialisation de la géographie académique, qui en rendant l'unité moins visible l'a soumise d'autant plus aux concurrences d'autres disciplines dans l'école (biologie, physique, mais aussi sciences humaines – sociologie, histoire, économie). La situation est aggravée encore par le fait que les plages horaires, même limitées à une ou deux heures par semaine, ne peuvent souvent être remplies par des géographes, du fait de la faible "production" de géographes en Belgique. Il en résulte un cercle vicieux où de plus en plus de non-géographes enseignent la géographie dans le secondaire avec moins de bagage et souvent moins d'enthousiasme qu'un géographe et ne parviennent pas à créer le lien avec la géographie académique. En conséquence le nombre d'élèves choisissant la géographie à l'université est trop faible pour combler les besoins. Ce processus est renforcé par la concurrence exercée sur leur recrutement par d'autres employeurs, alors même que le prestige de l'enseignement est atteint (Kesteloot *et al.*, 2000). Il en résulte une réduction tendancielle du nombre de membres des deux associations d'enseignants en géographie belges, pourtant fort dynamiques, la *VLA* côté néerlandophone, la *FEGEPRO* côté francophone.

La problématique du positionnement académique de la géographie belge

- 9 Le faible nombre de géographes produits par les universités belges est sans doute pour partie le résultat du positionnement, assez exceptionnel, de la géographie belge au sein des Facultés des Sciences. Celui-ci implique des exigences en sciences physiques, mathématiques et naturelles qui peuvent détourner du choix d'une formation en

géographie des étudiants plus intéressés par les préoccupations sociales et politiques, voire historiques. Sans doute cela contribue-t-il à former des jeunes géographes moins réticents à la formalisation mathématique que dans d'autres pays, au prix sans doute d'un certain déficit de formation en sciences humaines, mais le résultat en est aussi que ces géographes trouvent facilement à s'employer en dehors de l'enseignement, où ils sont en général bien appréciés, ce qui renvoie aux problèmes évoqués dans le point précédent.

- 10 Par ailleurs, le positionnement en Faculté des Sciences augmente d'autant le contact des géographes physiciens avec d'autres disciplines scientifiques, ce qui renforce sans doute leur tendance à se spécialiser et à suivre une démarche néo-positiviste aux dépens d'une démarche géographique globale et ne favorise pas l'approfondissement d'une réflexion épistémologique (voir plus loin).
- 11 Tout ceci contribue à détourner une grande partie des géographes physiciens de la publication dans des revues de géographie, d'autant que la pratique académique des Facultés des Sciences incite plus que celle des Facultés des Lettres ou des Sciences humaines à sacrifier au culte des revues internationales à haut facteur d'impact et à la course aux *rankings*.
- 12 Ce contexte est d'autant plus défavorable aux géographes sociaux, qui non seulement sont mal compris de leurs pairs issus des autres disciplines scientifiques, mais aussi publient dans des revues qui, par leur nature, ont des facteurs d'impact qui apparaissent dérisoires à des collègues qui comprennent mal leur ancrage dans le local. Ce dernier point renvoie directement aux deux derniers aspects, les plus généraux, de la crise multiforme que nous examinons.
- 13 La cohabitation n'est donc pas facile et reflète aussi la difficulté à recréer l'unité de la géographie, chose par ailleurs fort débattue dans d'autres pays. D'une part les changements et les nouveaux défis globaux appellent à une urgente intégration de recherches environnementales et sociales et nos géographes physiques peuvent considérer leur formation, même réduite, en géographie humaine et en sciences sociales comme un atout important par rapport aux ingénieurs et bio-ingénieurs avec qui ils sont en concurrence dans les mêmes domaines. Mais d'autre part, les traditions de recherche séparées ont généré des conceptions de la nature de la société et de l'espace fort différentes. Pour simplifier, on pourrait dire que les géographes physiques tendent à définir leur rôle social comme le devoir de découvrir les lois de la nature que la société doit respecter sous peine de rendre la planète invivable et d'incorporer des modèles de comportement humain (en particulier les modèles économiques et démographiques) afin de compléter la modélisation du "système terre" et de permettre aux décideurs d'en déduire ce qu'ils ont à faire et à ne pas faire. La géographie humaine par contre tend à privilégier l'étude des relations sociales spatialisées par rapport aux relations société-environnement, même si les premières sont grandement contraintes par les secondes. Pour autant qu'ils considèrent celles-ci, ils conçoivent la nature et la société comme des constructions sociales plutôt que comme des réalités objectives gouvernées par leurs propres lois. En d'autres mots, ils cherchent à découvrir la dimension politique des relations société-environnement tout en niant l'existence d'une dimension naturelle.
- 14 Il est donc évident que la production de connaissance géographique résultant d'une véritable intégration de la géographie physique et humaine est une chose fort difficile

et ces difficultés pourraient être suffisamment grandes que pour maintenir les sciences naturelles et sociales dans des sphères de connaissance séparées.

La crise épistémologique générale de la géographie

- 15 Après l'avoir réussie jadis autour de la question du milieu régional, la géographie a, pour différentes raisons qu'il n'y a pas lieu d'évoquer ici, historiquement raté son intégration épistémologique autour d'objets de recherche nouveaux clairement identifiés et incontestables, comme l'environnement et l'étude des risques, en particulier l'intégration de leurs dimensions sociales et physiques, voire même le paysage. Cet échec peut être imputé à une pratique longtemps dominée par des attitudes néo-positivistes et des approches modélisatrices grâce au fait qu'elles sont perçues comme de la science "excellente". En effet, elles confinent les recherches dans des stratégies excessivement analytiques, plutôt que synthétiques, réduisant ainsi des interactions complexes à quelques unes de leurs composantes (Kesteloot, 1985). Evidemment, cette nature analytique de la recherche ne peut que séparer les géographes humains et physiques dans des sphères de spécialisation distinctes⁵.
- 16 La plupart des réactions par rapport à cette fragmentation en géographie physique, concourent à intégrer leurs contributions dans une science unifiée de la terre, non sans problèmes⁶. En géographie humaine, la fragmentation est aussi considérable. Son rapprochement avec les autres sciences sociales, pour positif qu'il puisse être, ne contribue pas à clarifier les choses, d'autant que ces autres sciences sociales intègrent de plus en plus, elles aussi, les dimensions spatiales.
- 17 Mais l'effet désintégrateur du néo-positivisme n'est pas la seule cause de la fragmentation en géographie humaine. D'abord, les nombreuses sous-disciplines, y compris les spécialisations en études environnementales ou de zones géographiques, résultent autant de cette cause que de la nature multiple de la géographie. Certaines de ces sous-disciplines apparaissent d'ailleurs non spécifiques aux géographes, voire sont pleinement revendiquées par d'autres champs scientifiques. En deuxième lieu, comme les autres sciences sociales, la géographie humaine développe plusieurs points de vue paradigmatiques, dont l'importance relative varie en fonction d'effets de mode surdéterminés par l'évolution des fonctions sociales et idéologiques de la science, chacun disposant de ses propres revues de référence. De ce point de vue, le désarroi idéologique de la société contemporaine ne fait qu'accentuer la multiplication des chapelles disciplinaires, dont certaines en arrivent à oublier le centrage sur la compréhension des structures spatiales, qui est l'objet même de la géographie. Le dernier champ de fragmentation est créé par la séparation entre considérations théoriques et conceptuelles d'une part et les approches empiriques, ce qui ne veut pas dire que dans l'une l'empirie ne soit jamais considérée ou que dans l'autre la théorie soit absente. Plutôt, dans le sous-champ théorique, l'empirie n'est considérée que pour soutenir l'argument théorique et habituellement elle ne fournit qu'une compréhension fort appauvrie de la situation locale en cause. Alors que dans le second champ, on se focalise précisément sur l'explication de ce qui se passe dans une zone géographique précise et on documente ainsi le processus sans fin de production de l'espace et de reproduction sociale dans une société en mouvement.
- 18 Ces trois champs de fragmentation sont à l'origine d'un nombre exceptionnel de revues de géographie, auxquelles il faut ajouter un grand nombre de revues générales

produites par des sociétés de géographie nationales ou locales⁷. A son tour, ce grand nombre de revues explique la faiblesse des facteurs d'impact des revues de géographie humaine par rapport à celles de géographie physique et plus encore des autres sciences naturelles. Seuls quelques revues ont atteint le statut de revue internationale et celles-ci établissent une large hégémonie anglo-saxonne sur le sujet. Bien sûr, des fragmentations sont aussi présentes dans d'autres disciplines, mais souvent en moindre mesure, mais d'autre part, les facteurs d'impact reflètent également les tailles des communautés scientifiques concernées et leur culture de publication et de citation.

L'impérialisme scientifique anglo-saxon et la culture de l'excellence marchandisée

- 19 La dominance américaine et britannique et néerlandaise (mais en anglais), et en moindre mesure australienne et néo-zélandaise dans les revues internationales de géographie (tant en termes de lieux d'édition que de composition des conseils de rédaction) crée un handicap qui est particulièrement sensible et amplifié pour les géographes humains non anglo-saxons et/ou ne maîtrisant pas parfaitement l'anglais. Ceci renvoie à nouveau à la faiblesse de la position compétitive des géographes belges dans leurs confrontations académiques à l'intérieur des Facultés des Sciences. En effet, les divisions nationales et linguistiques sont plus fortes en géographie sociale que dans d'autres sciences, du fait du point de vue régional et spatial de la géographie humaine, et d'un rôle plus marqué des contextes culturels et linguistiques. De la sorte, les revues dites internationales expriment plus les points de vue britanniques et américains, voire les approches issues de ces pays, que la diversité des situations et des approches épistémologiques à travers le monde.
- 20 La domination anglo-saxonne à travers le véhicule de l'usage international de l'anglais trouve ses origines dans les positions hégémoniques successives de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis dans l'économie mondiale au XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Cet avantage linguistique offre un quasi-monopole sur la littérature dominante aux éditeurs commerciaux anglo-saxons (ou assimilés, comme le néerlandais *Elsevier*), est donc particulièrement défavorable aux géographes, en particulier à ceux intéressés par l'articulation de leurs connaissances théoriques avec les situations sociales concrètes et localisées. Même après une large vague de globalisation (mais aussi à cause d'elle), la plupart des journaux de géographie listés aujourd'hui dans le classement du *Web of Science* et, dans une moindre mesure, par *Scopus* sont publiés dans des pays anglo-saxons et leur comité éditorial est majoritairement, sinon uniquement, formé de géographes britanniques et américains (parfois avec un ou deux membres-alibis venus d'ailleurs), aux normes desquelles la formatisation des articles est soumise au point de rejeter des soumissions qui pourraient être fort fructueuses parce qu'elles ne correspondent pas à des exigences trop étroites. Ajoutons-y que la publication de chapitres de livres, moins reconnue, permet pourtant souvent de développer une pensée plus riche et en cohérence avec celle d'autres auteurs, sans parler de livres au titre de seul auteur, dans lesquels les idées et la philosophie d'un chercheur peuvent pleinement s'exprimer, parfois à peine considérés dans les curriculums sous prétexte par exemple que la collection ne possède pas de comité de lecture, ce qui est certes regrettable mais ne peut en soi suffire à préjuger de la faible qualité de l'œuvre.

- 21 Entre exigences des éditeurs et recherche de reconnaissance académique sur la base de critères biaisés et de la dictature des indices bibliométriques, ceci entraîne le cercle vicieux du formatage des publications, de la généralisation des références obligées – on en arrive à citer un auteur “célèbre” pour affirmer une banalité ou poser une définition, de la multiplication des auteurs signataires des articles, du saucissonnage des publications – et des idées. La fragmentation du champ en une série de revues spécialisées donne naissance à de solides réseaux de chercheurs partageant de plus en plus d'idées et d'intérêts, qui finissent par s'évaluer positivement entre eux – quand bien même ceci se déroule en double aveugle – et par produire une pléthore d'articles centrés sur un seul et même sujet. Il va de soi que, dans les revues plus généralistes, une telle tendance peut être tempérée.
- 22 En même temps qu'elles sont prises à la gorge par les coûts exorbitants des revues commercialisées par les grands éditeurs, et sont dès lors forcées de couper dans les abonnements aux revues moins prestigieuses, mais pas nécessairement moins intéressantes, les Universités elles-mêmes critiquent aujourd'hui ces critères et ces pratiques, mais elles se sentent néanmoins obligées de continuer de les appliquer. C'est qu'elles sont coincées (ou s'estiment coincées) par les exigences de la compétition internationale, des *rankings* qui les forcent à mesurer et quantifier les performances de leurs membres, et au-delà de cela par la quête des contrats de recherche à laquelle elles sont contraintes par les insuffisances du financement public. Politique de marchandisation de la recherche, de banalisation, d'immédiateté et de “rentabilité” de celle-ci, conduisant à négliger (ou du moins à sous-valoriser au niveau des carrières scientifiques) les deux autres missions de l'Université, celle de formation, en ce compris ses aspects pédagogiques et son rôle de promotion sociale, et celle de fournir des services à la collectivité.
- 23 Heureusement, une réaction se dessine : une *Slow Science Academy* a vu le jour à Berlin en 2010 ; des groupes se créent, qui partagent “une conception de la recherche et des relations entre chercheurs centrée sur la convivialité, l'intelligibilité, l'échange et la volonté de *bien faire* son travail, l'imagination” (Gosselain, 2011). Récemment, la sanction imposée par la Katholieke Universiteit Leuven à une chercheuse critique envers des expériences scientifiques qui étaient en fait soumises aux exigences des commanditaires du secteur privé a suscité de nombreuses protestations dans le monde académique belge. De nouvelles publications apparaissent en open access dans le souci d'échange et de coopération scientifique⁸. Au niveau de l'*Union Géographique Internationale*, un site présentant les revues scientifiques de géographie, qui tente d'éviter les biais commerciaux et linguistiques, a été présenté lors du dernier congrès de Cologne (<http://www.igu-online.org/site>), à la suite d'un exposé très critique de la pratique des grands éditeurs commerciaux. Les débats autour de cette question de la culture (du culte ?) de l'évaluation aux normes bibliométriques finalement construites par les grandes maisons d'édition scientifique ou en tout cas détournées par elles de leurs finalités premières, ont aussi souligné que des académiques de renom refusent aujourd'hui de faire partie des comités éditoriaux des journaux qu'elles publient, voire d'y publier encore.
- 24 Au-delà de la question de l'hégémonie de certaines revues, la revendication humaniste et citoyenne à la désexcellence scientifique renvoie aussi à celle de la contribution sociale du géographe. Celle-ci est sans doute bien plus grande quand il publie un article critique dans la revue en ligne en libre accès *Brussels Studies*⁹ que lorsqu'il produit un

texte bien moins lu, mais qui lui attribue des points pour son curriculum, dans une revue dite internationale, pour lequel il s'est soumis volontairement ou non aux normes autoreproduites et aseptisées.

Conclusions, ... en forme de programme pour *Belgeo*

- 25 En conclusion de ces réflexions se pose la question des ambitions et des exigences éditoriales à fixer à *Belgeo*, dans sa nouvelle formule. Les espaces de libertés sont étroits entre ambition de diffusion la plus large possible d'une géographie de qualité, si possible utile à la société au-delà de son seul intérêt académique, et refus de sacrifier aux seules exigences de la reconnaissance académique normée.
- 26 Pour y parvenir, il nous semble que *Belgeo* en open access, gratuit tant pour les auteurs que pour les lecteurs, se doit :
- de rester une revue généraliste, tout en multipliant les numéros thématiques ou transversaux, sans que cela n'exclue les contributions spontanées ou isolées ;
 - de garder dans les articles publiés un équilibre (et une articulation) entre le général et le local, le théorique et l'empirique et de conserver une place substantielle pour la carte et l'image ;
 - de veiller à publier des travaux affirmant la responsabilité sociale des géographes et leur contribution aux débats intellectuels et politiques ;
 - d'être un lieu privilégié pour la publication du savoir géographique sur la Belgique ;
 - d'être perçu comme une revue exigeante, demandant la rigueur à ses referees, mais sans que celle-ci ne se transforme en censure des postures académiques des auteurs et sans tomber dans le formalisme de critères formels stricts tels que ceux imposés par les maisons d'édition mondialisées, qui contribuent souvent à éclipser la pensée critique et imposent insidieusement la référence obligée à quelques "grands" auteurs convenus ;
 - de publier largement en anglais, mais sans en faire une exigence exclusive. L'usage d'une, voire d'autres langues, peut assurer une diffusion vers d'autres publics, mais aussi représenter un enrichissement parce qu'usage de la langue et mode de pensée ne sont pas indépendants l'un de l'autre ;
 - d'être un lieu d'expression pour l'ensemble des géographes belges, en particulier, mais pas exclusivement, sociaux, mais aussi étrangers. Il s'agit donc, pour ces deux derniers points, de poursuivre la politique menée entre 2000 et 2011 (tableau 1) ;
 - d'encourager la publication de travaux de jeunes géographes belges de qualité ; d'élargir au maximum son lectorat, y compris en y intéressant des lecteurs non géographes ou extérieurs au monde académique.

Tableau 1. Répartition des articles de *Belgeo* (2000-2010 ; 291 articles).

	Anglais	Français	Autres langues (néerlandais, essentiellement, et allemand)	Total
Auteurs travaillant en Belgique	19 %	22 %	3 %	44 %
Auteurs travaillant à l'étranger	37 %	18 %	1 %	56 %
Total	56 %	40 %	4 %	100 %

- 27 Paradoxalement, ces objectifs impliquent aussi de conforter la position de *Belgeo* dans les classements, en particulier celui de *Scopus*, qui couvre mieux le champ des sciences humaines et sociales que le *Web of Science*. Mais nous refusons néanmoins de soumettre la politique éditoriale exclusivement aux exigences du *ranking*. Ces objectifs nous semblent par contre entièrement dans la ligne de ceux dégagés par l'*Union géographique internationale* de favoriser la diffusion d'une littérature géographique de qualité et diversifiée, ainsi que dans la poursuite de la mission du *Comité national de géographie* d'assurer la promotion, l'illustration et la défense de la géographie belge.

BIBLIOGRAPHIE

- DE BRABANDER A. (1993), "De Belgische geografische genootschappen van hun oprichting tot 1900", *Tijdschrift van de Belgische Vereniging voor Aardrijkskundige Studies*, 1, pp. 25-46.
- BLAIKIE P. (1985) *The Political Economy of Soil Erosion in Developing Countries*, Longman, Harlow.
- GOSSELAIN O. P. (2011), "Slow Science – La désexcellence", *Uzance*, 1, pp. 129-140.
- HARRIS C.D. & FELLMANN J.D. (1980), *International List of Geographical Serials, Third Edition 1980*, Research Paper N° 93, The University of Chicago, Department of Geography, Chicago.
- JOHNSTON R.J. (2006), "Geography (or geographers) and earth system science", *Geoforum*, pp. 7-11.
- KESTELOOT C. (1985), "La géographie radicale en Belgique", *L'Espace Géographique*, 4, p. 251-257.
- KESTELOOT C., THOMAS I., BEGUIN H., DE LANNOY W., DE DAPPER M., DE TURK A., NICOLAI H. & OZER A. (2000), "Belgian geographers at work: the occupations of graduates in 1999", *BELGEO - Belgian Journal of Geography*, Special issue: 29th International Geographical Congress, pp. 241-249.
- NICOLAÏ H. (2004), "Geography in Belgium", *Belgeo*, 5, 1, pp. 33-44.
- PITMAN A.J. (2005), "On the role of Geography in Earth System Science", *Geoforum*, pp. 137-148.
- SHOWERS K.B. (2005), *Imperial Gullies, Soil Erosion and Conservation in Lesotho*, Ohio University Press, Athens.
- VANDERMOTTEN C. (2012), "Entre succès et crise, le positionnement épistémologique et social de la géographie en Belgique", pp. 123-138 in MUKAKAYUMBA E. & LAMARRE J. (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin.
- VEYRET Y. (2003), "La géographie physique des vingt dernières années en France", *BELGEO - Belgian Journal of Geography*, 2, pp. 145-156.

NOTES

1. Ajoutons que l'ensemble des numéros publiés depuis 2000 seront progressivement mis librement en ligne.

2. Les comités nationaux sont des émanations, pour chaque discipline, des Académies francophone et néerlandophone belges. Ils regroupent, sur une base linguistique paritaire, des représentants des différentes universités belges. Le *Comité national de géographie* représente la Belgique auprès de l'*Union géographique internationale*.
 3. Parmi lesquels 5 travaillent en France, 4 en Grande-Bretagne, 2 en Suisse, au Luxembourg, en Espagne, en Italie ou aux Pays-Bas, 1 en République tchèque, en Autriche, en Suède, en Finlande, au Portugal, aux États-Unis, en Russie ou au Sénégal.
 4. La traditionnelle *Royal Geographical Society* britannique qui a pu combiner sa raison d'être historique en la modernisant, tout en devenant un lieu central d'accueil, d'organisation et de diffusion du savoir pour la communauté géographique britannique en fusionnant avec son alter-ego académique, à savoir l'*Institute of British Geographers* en 1995. Toutes les grandes sociétés n'ont pas réussi de la même manière une telle mutation, la *Société de géographie* de Paris évoluant vers un mélange d'organisation de conférences orientées vers le grand public et de voyages.
 5. Un point clairement illustré par la création de deux revues séparées à partir de *Progress in Geography* en 1977.
 6. Voir par exemple le débat Pitman-Johnston dans *Geoforum* (2005). Une tentative complètement différente d'intégration est l'introduction de l'économie et de l'écologie politique en géographie physique (par exemple Blaikie, 1985 ; Veyret, 2000 ; Showers, 2005).
 7. Harris & Fellmann comptaient 3445 revues de géographie dans 105 pays en 55 langues dans leur troisième et dernière édition de la *Liste Internationale des Périodiques Géographiques*, un nombre qui semble s'être réduit avec le développement de l'internationalisation et de la pratique des *rankings* (voir Vandermotten dans ce numéro).
 8. *ACME : An International Journal for Critical Geographies* est un précurseur dont le succès est considérable.
 9. *Brussels Studies* est financé par la Région de Bruxelles-Capitale et géré par les institutions universitaires bruxelloises. Elle publie avec une procédure d'évaluation en aveugle des soumissions issues de toutes les disciplines, mais concernant Bruxelles. D'autres villes européennes ont pris la formule en exemple de diffusion des savoirs auprès des citoyens. La plupart des publications de *Brussels Studies* sont d'ailleurs relayées par les médias locaux.
-

AUTEURS

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

Éditeur, Université Libre de Bruxelles, cvdmotte@ulb.ac.be

CHRISTIAN KESTELOOT

Éditeur, KULeuven, Chris.Kesteloot@ees.kuleuven.be